



Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2024

Principaux résultats

La 29^e réunion de la Conférence des Parties (COP29) s'est tenue à Bakou, en Azerbaïdjan, du 11 au 22 novembre 2024. Présentée comme la « COP des finances », la direction de la COP29 a fait de grandes déclarations sur l'avancement des objectifs de financement du climat, principalement par l'avancement et l'élargissement des cadres établis lors des COP précédentes, plus particulièrement l'Accord de Paris de 2015. Alors que la crise climatique s'accélère à un rythme sans précédent et que 2024 est en passe de devenir l'année la plus chaude jamais observée, de nombreuses nations subissent déjà les effets catastrophiques de la crise climatique sous la forme de chaleurs extrêmes, de catastrophes naturelles, de déplacements de population et d'innombrables autres conséquences qui bouleversent la vie des populations.

La conférence a attiré de nombreux participants, avec plus de 70 000 délégués venus du monde entier pour représenter les peuples autochtones, les jeunes, les groupes d'activistes, la société civile, les universités, l'industrie et tous les ordres de gouvernement, y compris les législateurs. Cependant, les négociations de la COP29 ont souvent été tendues, désorganisées et ont fait apparaître un fossé évident entre les objectifs des nations les plus responsables de la crise climatique et ceux des nations les plus touchées par celle-ci.

Résultats de la COP29 :

Nouvel objectif collectif quantifié pour le financement de la lutte contre les changements climatiques

Le nouvel objectif collectif qualifié pour le financement de la lutte contre les changements climatiques est un cadre conçu pour encourager les pays « en développement » en première ligne de la crise climatique à s'adapter de manière véritable aux changements climatiques, avec le financement des pays « développés » les plus responsables des émissions.

Après une série de négociations longues et tendues, marquées par des débrayages, des discussions houleuses et des doutes importants quant à la conclusion d'un accord, les délégués de la COP29 ont accepté d'étendre l'objectif actuel de financement de la lutte contre les changements climatiques de 100 milliards de dollars par an à 300 milliards de dollars par an, ainsi qu'un objectif ambitieux de 1,3 billion de dollars par an d'ici à 2035. L'objectif initial de 100 milliards de dollars a été fixé lors de (suite...)



Les sénateurs devant le pavillon canadien
De gauche à droite : Sénateurs Rosa Galvez, Mary Coyle, Joan Kingston et Pierre Dalphond
Mention de source : Sénateur Coyle



Principaux résultats (suite)

l'Accord de Paris en 2015, et a été conçu pour être élargi au fil du temps. Les pays en développement ont demandé un objectif ambitieux de 1 300 milliards de dollars par an, un élargissement de la base des contributeurs et la possibilité d'orienter le financement vers les pertes et les dommages. Les pays développés ont toutefois fait pression pour réduire l'objectif d'investissement et limiter la portée des activités pouvant être financées dans le cadre du nouvel objectif collectif qualifié.

Finalement, l'objectif moins ambitieux a été adopté le 24 novembre lors des négociations supplémentaires. Le nouvel objectif collectif qualifié est ainsi passé à 300 milliards de dollars par an, ce qui est loin des 1,3 trillion de dollars demandés par les pays en développement. Le débat sur la décision finale reste vif, l'efficacité, la mise en œuvre et la moralité du nouvel objectif faisant l'objet d'un examen approfondi de la part de toutes les parties. Si certains sont déçus par l'acceptation d'un chiffre bas, d'autres prévoient une diminution des investissements dans le financement du climat à l'avenir et se félicitent donc de l'existence d'un accord. Une nouvelle renégociation du nouvel objectif collectif qualifié est prévue en 2035.



Les manifestants se rassemblent lors de la COP29 et font pression sur les pays développés pour qu'ils financent l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets.

Mention de source : Reuters

Résultats de la COP29 : Élaboration de normes pour le marché international du carbone

L'article 6 de l'Accord de Paris décrit un système dans lequel les pays qui prennent des mesures pour réduire leur production de carbone reçoivent des « crédits » qui peuvent ensuite être échangés avec d'autres entités. En pratique, ce système permet aux entreprises d'un pays de partager les bénéfices de leurs réductions d'émissions avec des entreprises d'autres pays afin de les aider à atteindre leurs propres objectifs de zéro émission nette.

Après une décennie de négociations, [les éléments finaux de l'article 6 ont été adoptés lors de la COP29](#). Si beaucoup se réjouissent d'avoir enfin une norme internationale pour les marchés du carbone soutenue par les Nations Unies, d'autres ont critiqué la précipitation des négociations, qui ont été finalisées en une seule journée. D'autres préoccupations ont été exprimées concernant la mise en œuvre et les mécanismes de responsabilité.

Bien que les négociations relatives à l'article 6 aient été finalisées, l'organe de surveillance devra encore approuver les méthodologies relatives aux mécanismes de réduction des émissions de carbone. Diverses autres lignes directrices relatives à la mise en œuvre du marché du carbone continuent d'être négociées.



Questions et considérations

Résultats des élections aux États-Unis

La victoire électorale de Donald Trump aux États-Unis étant intervenue quelques jours seulement avant la COP29, les conséquences attendues d'une victoire de Trump ont eu une incidence importante sur la dynamique des négociations. [Trump a promis de retirer à nouveau les États-Unis de l'Accord de Paris](#). Les réactions sur la scène internationale ont varié, mais tout le monde s'attend à ce que les États-Unis régressent de manière notable en matière d'action climatique sous la nouvelle administration. Ce résultat a considérablement affaibli le pouvoir de négociation des délégués américains, qui n'étaient plus en mesure de prendre des engagements à long terme, notamment sur le plan financier.

Le retrait anticipé des États-Unis de leur rôle de chef de file en matière de climat devrait créer un vide de leadership lors des futures COP, vide que certains représentants nationaux ont exprimé leur intérêt à combler, notamment la Chine, le Royaume-Uni et l'Union européenne.



Le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, s'exprime lors de la cérémonie d'ouverture de la COP29

Mention de source : Sean Gallup/Getty Images

L'influence des combustibles fossiles à la COP29

Nombreux sont ceux qui ont rapidement critiqué l'Azerbaïdjan en tant qu'hôte de la COP29 en raison de son statut d'économie fondée sur les combustibles fossiles, ces derniers représentant plus des deux tiers des revenus du gouvernement. Ces préoccupations ont été renforcées lorsque, le deuxième jour de la conférence, le [président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, a qualifié les combustibles fossiles de « don de Dieu » lors de la cérémonie d'ouverture](#) en réponse aux critiques formulées à l'encontre de l'économie azerbaïdjanaise fondée sur les combustibles fossiles.

En outre, des journalistes et des membres de la société civile ont constaté que la conférence était utilisée pour négocier des accords sur l'exploitation future des combustibles fossiles. [Une enquête menée par Global Witness a révélé la présence de plus de 1 700 lobbyistes du secteur des combustibles fossiles](#), dont [au moins 28 faisaient partie de la délégation canadienne](#).



L'ancien vice-président des États-Unis Al Gore s'exprime lors de la COP29

Mention de source : Sénatrice Mary Coyle



Perspectives d'avenir



Cérémonie d'ouverture du Pavillon du Canada à la COP28
De gauche à droite : Catherine Stewart, Sara Olsvig, Kate Gillis,
Chef Willie Littlechild
Mention de source : Sénatrice Mary Coyle

Engagement à 1,5 °C

Dans le cadre de l'Accord de Paris de 2015, les nations se sont engagées à limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels. [Cet objectif a été réaffirmé lors de la COP28 à Dubaï](#). Sur la base des projections climatiques actuelles, il s'agit du niveau de réchauffement qui perturbe le moins les modes de vie humains, tout en étant réalisable. D'autres projections de réchauffement, telles que des augmentations de 2, 3 et 4 °C, [devraient endommager de manière importante les systèmes mondiaux et modifier de manière irréversible les modes de vie actuels](#).

Nombreux sont ceux qui ont exprimé des doutes quant à la faisabilité de cet objectif en réponse à la nouvelle selon laquelle l'[année 2024 est en passe de dépasser le seuil de réchauffement de 1,5 °C](#). Le Canada a toutefois réaffirmé son engagement à maintenir l'objectif de 1,5 °C dans une [déclaration du ministre de l'Environnement](#)

[Steven Guilbeault](#). D'autres pays ont manifesté leur [soutien continu à l'objectif de 1,5 °C par le biais de contributions déterminées au niveau national](#).

COP30 à Belém

[La prochaine Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques sera tenue par le Brésil en novembre 2025](#). La ville hôte de la COP30, Belém, est connue pour être située à l'embouchure de la forêt amazonienne, une région d'une importance écologique, climatologique, culturelle et économique considérable à l'échelle mondiale.

Le gouvernement brésilien a investi [4,7 milliards de BRL \(environ 1,1 milliard de CAD\) dans les préparatifs de la COP30](#), notamment dans le développement de logements et d'infrastructures de transport pour les délégués. Bien qu'il soit trop tôt pour dire exactement quels sujets recevront le plus d'attention lors de la COP30, on peut raisonnablement supposer que la COP29 ne sera pas la dernière conférence à attirer l'attention et à susciter un débat sur le financement de la lutte contre les changements climatiques.



Port de Belém, au Brésil, ville hôte de la COP30
Mention de source : Claude Meisch



Attention sur le Canada

Délégation du Canada à la COP29

La délégation canadienne à la COP29, dirigée par le ministre de l'Environnement et du Changement climatique Steven Guilbeault et son équipe de négociation, représentait divers groupes d'intérêt de tout le Canada. La délégation canadienne comprenait [267 représentants](#) de nations et d'organisations autochtones, d'organisations de la société civile, de jeunes, d'entreprises, de provinces, de municipalités et de groupes syndicaux. Les sénateurs Mary Coyle, Pierre Dalphond, Rosa Galvez et Joan Kingston ont représenté le Sénat au sein de la délégation canadienne.

Pavillon du Canada

Le Pavillon du Canada a accueilli 65 événements et des milliers de visiteurs pour mettre en lumière l'action climatique du Canada, les solutions fondées sur la nature, la finance durable et les technologies propres, tout en discutant de l'importance du savoir autochtone, du point de vue des jeunes et de l'égalité des genres dans le leadership climatique.

Plateforme de financement du climat dirigée par le Canada

Le 12 novembre, lors du Sommet des dirigeants mondiaux sur l'action climatique, l'honorable Steven Guilbeault, ministre de l'Environnement et du Changement climatique, a [annoncé le lancement de GAIA](#), un nouveau service de financement climatique créé pour améliorer la disponibilité des fonds climatiques pour les projets liés au climat dans les régions vulnérables, en particulier dans les pays en développement. Il est essentiel de soutenir les pays les plus vulnérables aux effets des changements climatiques pour lutter contre ce phénomène à l'échelle mondiale.



Les sénatrices Mary Coyle (à gauche) et Joan Kingston (à droite) en compagnie de Damira Abdybekova, déléguée du Kirghizstan,
Mention de source : Sénateur Coyle

Projet de l'équipe d'action climatique du Secrétaire général des Nations Unies :

Le 14 novembre, [le Canada a annoncé qu'il verserait 1,25 million de dollars pour soutenir le projet d'Équipe de soutien sur les changements climatiques du secrétaire général des Nations Unies](#). Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le secrétaire général pour inciter les pays à présenter des contributions déterminées au niveau national (CDN) plus musclées d'ici à 2025. Le secrétaire général entend travailler avec les pays et les aider à élaborer et à mettre en œuvre des CDN plus ambitieuses.



Attention sur le Canada (suite)

Financement de la lutte contre les changements climatiques en Afrique

[Le 13 novembre, le Canada a versé deux contributions pour soutenir les efforts de financement du climat.](#)

Tout d'abord, le Canada a annoncé un investissement de 10 millions de dollars dans le projet de « la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo de Conservation International ». Ce projet vise à développer la biodiversité au Mozambique, en Afrique du Sud et au Zimbabwe afin d'améliorer les zones protégées de la biodiversité, améliorant ainsi la vie de 182 000 personnes.

Le Canada a également investi 2,5 millions de dollars dans le projet « qui vise à bâtir des communautés résilientes par la conservation marine à Madagascar » du Fonds mondial pour la nature (WWF). Ce projet vise à ralentir la perte de biodiversité à Madagascar, en aidant les communautés à adopter des pratiques plus durables et en promouvant les travaux des femmes spécialistes de la conservation.

Feuille de route du partenariat pour la réduction des émissions de méthane

Le 12 novembre, [le Canada s'est engagé dans la feuille de route du Partenariat pour la Réduction du Méthane](#) de la Commission européenne. Ce plan vise à réduire plus rapidement les émissions de méthane provenant de la production et de la consommation de combustibles fossiles.

Lettre de l'engagement mondial sur le méthane

Le 15 novembre, le Canada (en sa qualité de champion de l'engagement mondial sur le méthane) a signé une lettre appelant les participants à l'engagement, les gouvernements infranationaux, les entreprises privées et les ONG à redoubler d'efforts pour réduire les émissions de méthane le plus rapidement possible.

Signataire de nouveaux accords

Au cours de la COP29, [le Canada a signé de nouveaux accords](#), notamment l'engagement mondial sur l'intensification de l'aide internationale pour la décarbonation de l'industrie, la déclaration de la COP29 sur la réduction du méthane provenant des déchets organiques, la feuille de route du partenariat pour la réduction du méthane et la déclaration à la presse des dirigeants de la COP29 de la Coalition de la haute ambition.



Le sénateur Coyle aux côtés d'étudiants de l'Université ADA à Bakou lors du lancement du *Parliamentarians' Guide to Climate Change* (Guide des parlementaires sur les changements climatiques) par Peers for the Planet et l'Université Exeter.

Mention de source : *Sénateur Coyle*